

CIBLE

Chaînes

A trop vouloir contrôler, c'est l'essentiel qui échappe. Ainsi dans le domaine de l'audio-visuel public où, malgré les dénégations, ce sont les candidats de Matignon qui ont été désignés. A tous les points de vue, cette volonté captatrice est une erreur.

D'abord parce que la CNCL se discrédite aux yeux du public dès son premier acte, et risque d'apparaître désormais comme l'humble exécutrice des volontés gouvernementales.

Ensuite parce que le gouvernement n'a manifestement pas tenu sa promesse, qui était de rompre le « cordon ombilical » entre le pouvoir politique et l'audiovisuel. Ce qui le déconsidère.

Enfin, Matignon et la CNCL ne semblent pas avoir compris que l'audiovisuel est devenu un pouvoir autonome, qui obéit à sa logique propre. Il échappera de plus en plus à la volonté du pouvoir quel qu'il soit, malgré tous les bien-pensants qui sont appelés à le diriger.

En d'autres termes, le gouvernement a sacrifié son image « libérale » pour un résultat largement illusoire. Qu'il s'agisse de l'enseignement, du code de la nationalité ou de la radio-télévision, M. Chirac et ses amis sont décidément en retard sur leur temps.

ÉTUDIANTS

La colère inattendue



Merci !

La parole est aux lecteurs

1958

Bonne revue, bien faite, bien écrite, dépourvue de tout sectarisme. Je suis loin de partager toutes vos analyses - notamment sur la Constitution autoritaire de 1958 qu'en tant qu'autogestionnaire je combats avec force - mais j'estime indispensable et vivifiante, l'expression du courant que vous représentez. Il serait utile de se demander si le consensus cohabitationniste que vous approuvez à mon goût trop aveuglement ne reflète pas d'abord un accord de la classe politique (droite et P.S.) sur l'acceptation de la « société duale ».

P.O.
(St-Cyr/Loire)

POLIAKOV

Vous avez eu l'amabilité de m'envoyer quelques numéros de « Royaliste ». Il se trouve que mon expérience d'historien de l'antisémitisme et du racisme m'a conduit depuis longtemps à adopter des positions personnelles assez proches de votre

vision historique. Autour de cet axe, vous avez créé, avec des moyens réduits, un organe qui, à ma connaissance du moins, est le seul en France à être dégagé des servitudes médiatiques et publicitaires, sans parler de l'emprise scientiste, qui contribuent à propager la confusion des idées et des valeurs. Pour le moment, votre voix est peu audible, mais « nul ne peut deviner quel bien l'avenir nous réserve », concluerai-je avec Paul Veyne.

Léon Poliakov

**NE PLUS
AGIR SEUL**

Un ami qui a découvert - par hasard - votre journal m'en a prêté un numéro. Sa lecture m'a comblé; vos articles font preuve de tolérance, d'ouverture d'esprit, votre pensée n'est pas sans hardiesse tout en conservant de solides bases, notamment historiques.

Je suis historien, et votre rigueur m'enchant - elle est si rare, cette indispensable rigueur, dans le discours public ! - je suis royaliste, démocrate et progressiste, et ce que vous dites, me rassure: je ne suis pas

seul à penser ce que je pense !

La découverte de « Royaliste », que j'ignorais absolument, la meilleure connaissance de la NAR, dont je ne savais presque rien, sont rassurantes, mais aussi troublantes, il ne m'est plus guère possible de rester sur mon quant-à-moi ! Sachant ce que vous pensez, ayant constaté l'accord de vos principes et des miens, je ne peux plus et je n'entends plus agir seul.

E.L. (Paris)

**Votre travail ne
fait que commencer**

Permettez-moi par ces quelques mots de vous faire part de mes impressions sur « Royaliste ». Je l'ai découvert il y a environ trois années par le biais de votre numéro « spécial Eté ». Je connaissais alors les ambitions et les espoirs de Mgr le comte de Paris, mais j'ignorais qu'il existait des militants royalistes organisés dévoués à sa cause. Pour moi, le royalisme, masqué encore par la figure de l'Action française, ne représentait plus qu'une fraction de cette extrême-droite

intolérante et haineuse. J'avoue avoir été très agréablement surpris par le ton de votre journal et d'y avoir retrouvé bon nombre de mes idées et positions.

En coupant les ponts avec l'A.F., la NAR s'est engagée sur un chemin où ses idées permettent de réunir des individus provenant d'horizons politiques différents. Ainsi, « Royaliste », par son refus du clientélisme, des luttes politiques stériles est par excellence le journal de l'honnêteté !

De nombreuses personnes sont dans l'ignorance de la survivance de l'idéal royaliste. Leurs remarques à ce sujet vont de l'indifférence à l'hostilité. Des clichés style « ancien régime » subsistent toujours dans l'inconscient collectif, dès lors l'équation est facile: Royalisme = Monarchie absolue, Versailles, Servage, Famine et Guerre; alors que la République est assimilée au siècle des Lumières, à la Révolution, au Progrès social, à la Justice.

Comme quoi le long travail de « Royaliste » ne fait que commencer. Il sera sans doute dur de faire évoluer les mentalités.

J.-P. O
(Nord)

royaliste ♦

SOMMAIRE : p.2 : La parole aux lecteurs - p.3 : Le Prince et l'actualité - l'homme prssé - p.4 : Le RPR 10 ans déjà - p.5 Pourquoi rester en Syrie - p.6-7 : La révolte étudiante - p.8 : Relations perverses - Douce France - p.9 : Pour le centenaire d'Henri Massis - p.10 : Le sabre de Didi - « Power » - p.12 : L'exigence démocratique

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Millénaire

Le Prince et l'actualité

Evoquant la célébration du Millénaire de la France, et d'après avoir rappelé le rôle essentiel de la dynastie capétienne dans la constitution du «pré-carré», le Prince a fait, sur la Révolution française, la mise au point qui s'imposait:

1789 est compris dans les mille ans d'histoire et, pour moi, il n'y a pas une tranche qui va jusqu'à la révolution et une autre après. Je vous l'ai dit, en mille ans, il y a eu des événements heureux et des événements dramatiques. La révolution a été un grand événement triste. Cela me fait plaisir de voir qu'aujourd'hui les historiens jugent cette période avec moins de passion et plus d'objectivité. 1789, cela a été une rupture sociologique, politique, une déchirure dans les mentalités. Mais je prétends qu'aucune révolution n'a jamais transformé un peuple. Au travers de ses guerres ou de ses révolutions, il reste identique à lui-même.

Cette identité que le Prince souligne lui paraît cependant menacée par les progrès de la science et de la technique, qui posent une question politique fondamentale:

Les progrès de la science pèsent sur notre avenir. Les paramètres avec lesquels nous vivions il y a cinquante ans, voire vingt-cinq ans, sont complètement dépassés et les politiques doivent s'adapter. Il leur faut être vigilants pour bien mesurer les conséquences sur leur pays de telles évolutions techniques. Et cette adaptation exige un pouvoir beaucoup plus fort. Pour juger en fonction de l'intérêt général avec une perspective lointaine, il faut pouvoir être dégagé de l'intendance et jouir d'une certaine pérennité du pouvoir. Actuellement, François Mitterrand peut orienter dans un sens ou dans un autre.

Interrogé par Catherine Nay dans «Jours de France», Mgr le comte de Paris a précisé ses analyses sur les questions d'histoire et d'actualité.

Quant à la cohabitation, le comte de Paris la juge positive dans la mesure où la cohabitation a donné aux Français le goût d'une stabilité au plus haut niveau. C'est un fait que cela les rapproche insensiblement de l'idée monarchique.

Encore faut-il que les hommes d'Etat soient à la mesure de l'enjeu: *Je vous dirai que pour moi l'essentiel est qu'il y ait continuité et pérennité du pouvoir, et tout notre avenir dépend de la qualité des hommes qui dirigeront demain la France. J'espère qu'ils seront à la hauteur d'un de Gaulle, d'un Pompidou et maintenant de François Mitterrand. Si demain les hommes*

qui président la France étaient seulement des hommes de partis, ce serait le drame.

- Vous en connaissez, vous, des hommes qui seraient susceptibles de succéder à François Mitterrand ?

- Hélas non ! Tout simplement parce que les hommes ne se révèlent qu'à l'expérience. Soit qu'ils s'y abîment, soit qu'ils s'y subliment.

D'où la réserve que le Prince tient à marquer à l'égard de Jacques Chirac: - *Il remplit sa tâche avec fermeté et courage. Mais je ne sais pas si, à la place de François Mitterrand, il aurait la même clarté de vues. Je vous l'ai dit, personne ne peut savoir comment mûrit un*



homme qui se hisse au faite du pouvoir. Telle est la sagesse du Prince qui, comme il le dit, s'appuie sur mille ans d'histoire. La clarté de l'analyse et des jugements rendent tout commentaire superflu.

Yves LANDEVENNEC

L'entretien est paru dans «Jours de France» daté du 22 novembre. Il était accompagné de très belles photos du Prince à Chantilly. A ceux qui n'auraient pu se procurer ce n°o, nous pouvons fournir la copie du texte (prière de joindre 5 F en timbres).

Chiraquie

L'homme pressé

Jacques Chirac est un homme sympathique. Mais il a encore beaucoup à faire pour devenir un homme d'Etat.

Nous avons sans conteste un Premier ministre courageux, passionné, et actif comme quatre. Toujours sur la brèche, toujours caracolant, il mène son monde au grand galop. «A cheval !» est d'ailleurs son cri de ralliement préféré. De fait, Jacques Chirac évoque irrésistiblement les lieutenants de cavalerie du siècle dernier - goût du panache et des charges éperdues, mais point trop de réflexion. Dans une troupe bien conduite, ils font des merveilles; mais quand ils doivent diriger la manœuvre, c'est une

toute autre affaire.

Ainsi notre Premier ministre est devenu chef d'état-major en conservant un esprit de lieutenant. Il conçoit sa tâche comme une charge héroïque, et s'étonne qu'on le regarde sans le suivre. Et quand il trouve devant lui des centaines de milliers de manifestants, il ne comprend plus. Ce ne peut être, comme il l'a dit lors de l'émission Questions à domicile, qu'un simple «malentendu» ou au pire le résultat des «maladresses» de quelques adjoints-chefs. Lui n'a rien fait, ni pensé, de mal. Il est pour

l'égalité des droits d'inscription, puisque les étudiants y tiennent, pour les diplômes nationaux et contre la sélection - en oubliant qu'il a dit sur ce point exactement le contraire au mois d'avril. La loi du pauvre M. Devaquet se trouve du coup vidée de son contenu. Qu'importe. Jacques Chirac est pressé de reprendre sa marche forcée, et d'arriver au terme.

L'attitude du Premier ministre est compréhensible, mais comment l'approuver ? Il cède et cédera à toutes les pressions, légitimes ou non, parce que pour lui ce n'est pas le projet politique qui importe - il en a changé plusieurs fois - mais l'action en elle-même. Cet activisme peut être considéré comme une qualité pour un chef de parti. Il ne peut faire apparaître l'homme d'Etat que le Premier ministre croit être ou voudrait devenir.

Annette DELRANCK

Bougies

Le R.P.R., 10 ans déjà

« C'est au RPR qu'il y a le plus de gaullistes » répondent, laconiques, les gaullistes interrogés sur la raison de leur engagement au sein du mouvement. Les idées gaulliennes ont en effet peu à peu déserté ce parti...

Le général de Gaulle a tenté d'insuffler au pays un volontarisme audacieux en entraînant avec lui de nombreux compagnons. Mais pour avoir symbolisé également l'ordre, il s'est vu rejoindre par une droite conservatrice, timorée, qui s'habituant tant bien que mal aux incartades du « vieux » (comme le révèle « Le Souverain » de J. Lacouture) n'a gardé de cet héritage que quelques symboles. Car c'est bien du vivant du Général que commence cette dérive.

Jacques Chirac, lorsqu'il fonde le RPR, le 6 décembre 1976, maintient cependant dans un premier temps des positions très gaulliennes (1). Il s'agit de forger « l'atout France » en proposant des thèses économiques volontaristes - « C'est croire en l'avenir que de (...) subventionner massivement la modernisation de notre société », peut-on lire dans un ouvrage publié par le R.P.R. en 1980 qui s'oppose au « laissez faire giscardobarriste », en faisant participer la Fortune au redressement national, etc. Le parti de J. Chirac s'érige alors en gardien sourcilieux de l'indépendance nationale contre les atlantistes de l'UDF. Mais l'ancien Premier ministre de Giscard d'Estaing place, fin 1980, son mouvement sous le signe d'un libéralo-conservatisme importé directement des Etats-Unis, qu'exalte le CNPF, pendant qu'exulte le « Figaro ». Le « chiraquisme » s'installe définitivement, même si une partie des cadres gaullistes reste stupéfaite devant les divagations atlantistes du dirigeant et des écarts de langage

de ses cadets. Il s'agit désormais de libérer la France, non seulement du socialisme, mais également de l'hydre social-démocrate d'avant 81. Le RPR prône la liberté de travail, des prix, des changes, des entreprises... Trop hâtivement, il se lance dans l'apologie d'une coopération militaire avec l'OTAN, promet des réductions d'impôt mirifiques et... suscite un véritable tollé au sein du parti. Pour tenir compte de cette opposition interne, J. Chirac fera réécrire le projet RPR pour la France, « Libres et responsables » de décembre 84, qui connaîtra une nouvelle mouture en juin 85 : « Le Renouveau », pacte RPR.

Mais plus encore, le champ gaullien laissé en friche n'a-t-il pas trouvé un docte professeur au-dessus des partis pour l'occuper ? L'attrait qu'exerce

R. Barre sur nombre de députés RPR est tel que le parti demande à tout candidat aux législatives de s'engager par écrit à soutenir le candidat RPR aux



présidentielles... Les boulons de la machine RPR sont-ils mal serrés ? Aux assises de Grenoble, J. Chirac doit laisser à regret s'exprimer de nombreux barons du gaullisme, jusque là confinés dans un rôle de témoins d'une époque révolue. C'est que les fidélités gaullistes restent vivaces dans le parti - comme l'ont démontré certaines hostilités à la ratification par la France de « l'acte unique européen » qui étend le domaine d'intervention de la C.E.E..

Mais le débat d'idées est réservé à un cénacle parisien que surveille J. Chirac, au service duquel se trouve toute la machine R.P.R. - parti de propagande et non de propositions.

Jean JACOB

(1) cf. notre analyse dans « Cité » n°11 (1985), p.34 à 39.

Couacs

Partir/ revenir

Partir en flèche, revenir sur ce que l'on a dit. Est-ce une tactique subtile, ou du je m'enfoutisme ? Déjà, en matière de nationalité, le Garde des Sceaux avait annoncé une innovation fracassante (le serment) pour l'abandonner peu après. C'est maintenant sur la question des prisons privées qu'il bat en retraite, au premier coup de clairon de Jacques Chirac. Le Premier ministre a en effet déclaré le 30 novembre qu'il ne voyait « aucun inconvénient » à ce que les prisons privées soient placées sous « l'autorité publique ». Et la Chancellerie s'est empressée d'annoncer que M. Chalandon n'était « entêté sur rien ».

De fait, par voie d'amendements, on se prépare à une édulcoration d'un texte préparé en toute hâte. D'un côté, le Syndicat de la Magistrature démontre que les prisons privées coûteront à la collectivité beaucoup plus cher qu'annoncé et affirme qu'avec le budget prévu on résoudrait le problème de la surpopulation pénale en mettant en œuvre une autre politique. D'autre part M. Juppé, ministre du Budget, estime que la concession de 15.000 places au privé est excessive et qu'il aurait mieux valu se contenter d'une expérience limitée.

Contestation chez les magistrats. Cacophonie au gouvernement. Reculade du Premier ministre. Ce ne sera bientôt plus la peine de commenter les projets gouvernementaux : il suffira d'attendre qu'ils tombent d'eux-mêmes, comme fruits pourris sur l'arbre.

B.L.

Guépier

Pourquoi rester en Syrie ?

Le rappel de quatre diplomates syriens qui a suivi le verdict contre deux Palestiniens reconnus coupables d'un attentat à Berlin-Ouest, n'a pas égalé la vigoureuse réaction britannique d'il y a un mois après la condamnation de Nezar Hindawi pour une tentative contre un avion de la Compagnie nationale israélienne El-Al. Cependant, une fois encore, la Communauté européenne discute d'une attitude commune contre le «terrorisme», ce qui impliquerait selon les Anglais une rupture des relations politiques et économiques avec les Etats suspects de complicité sans distinction. Ces mesures ont-elles valeur de dissuasion ou seulement de sanction ? Voilà qui n'est pas clair. Que ce soit l'un ou l'autre, une majorité au sein de l'Europe des douze estime qu'elle ne peut aller au-delà de l'expression d'une solidarité bien naturelle en l'occurrence.

LA STRATEGIE BRITANNIQUE

Les Britanniques ont en effet saisi l'occasion pour forcer l'Europe à définir une autre politique au Moyen-Orient, ce qui va bien plus loin qu'une simple réaction à l'événement. Or la «cohérence» prêtée à la stratégie britannique ne s'explique, il convient de le remarquer, que par le maintien de liens qui lui sont propres (le roi de Jordanie ou le sultan d'Oman) ou habilement décalqués des Américains (comme lors de la substitution des avions Tornado aux F15 refusés par le Congrès à l'Arabie Saoudite). Elle ne l'a pas empêché de se fourvoyer dans des impasses. Ainsi, il a été peu heureux que la réaction de Mme Thatcher coïncidât avec deux

Devant le développement du terrorisme d'origine arabe en Europe occidentale, il est parfois difficile pour les dirigeants français de faire accepter à l'opinion une politique de modération. Le choix de la France de conserver des liens avec la Syrie tient pourtant à la fois compte des intérêts du Liban, et du sort de la paix mondiale, ce que personne n'oserait désapprouver.



■ Avec ou sans Assad, un nationalisme profond

anniversaires dont le monde arabe se souvient douloureusement chaque année: la déclaration Balfour de 1917 sur la création d'un foyer national juif en Palestine, l'expédition de Suez de 1956.

Elle méconnaît aujourd'hui la permanence d'autres intérêts nationaux européens comme sa dimension méditerranéenne que tentent de promouvoir l'Italie et l'Espagne, lesquelles demandent notre aide.

Dans notre cas, sans même parler des otages, il y aurait une grave contradiction à quitter la Syrie et à ne pas nous retirer du Liban. On ne peut vouloir l'un sans l'autre.

Mais nous avons au moins encore deux autres raisons qui tiennent à Israël et à la paix du monde.

La première est que nous ne pouvons pas laisser se développer sans réagir, à l'intérieur

Assad. L'isolement du pouvoir baasiste à base alaouite qui ne se maintient que par la terreur organisée à l'encontre tant des forces musulmanes bafouées avec impudence que de la bourgeoisie levantine étroitement contrôlée, ne doit pas nous dissimuler la profondeur du nationalisme du seul pays arabe de la région fort d'une société constituée et d'une histoire enracinée. L'isolement diplomatique et économique n'est pas la bonne réponse à cet égard.

La seconde raison est que la Syrie n'a pas, à la différence de la Libye, une volonté de déstabilisation de l'Occident. Les attentats où elle a été mise en cause ne doivent pas être uniformément confondus sous l'appellation de «terrorisme international». La Syrie mène des actes de guerre dans le cadre d'un conflit armé qui a pour cadre le Proche-Orient. La Syrie est en guerre avec Israël. La question qui doit être posée est celle de savoir ce qui se passerait si un acte de ce genre constituait le *casus belli* qui entraînerait Israël à franchir la ligne rouge avec la Syrie et à bombarder la capitale des Omeyyades. Que feraient alors les Soviétiques ?

S'il n'en reste qu'un à Damas, que ce soit nous afin de rappeler aux dirigeants syriens et à Moscou cette question, la première qui importe à la paix du monde.

Yves LA MARCK

**Pour les fêtes
OFFREZ UN LIVRE
Demandez
notre catalogue librairie**

La grande colère des bébés coc

Quatorze heures trente. Précédée d'une avant-garde d'une centaine de membres casqués et masqués, que les photographes mitraillent à l'envi et que cet excès d'honneur agace visiblement, les étudiants et lycéens de Paris et de province s'ébrouent dans la bonne humeur, sachant déjà que leur pari est tenu. La place de la Bastille est noire de monde, comme le quai Saint-Bernard. Devant la gare d'Austerlitz, les deux tronçons de la «manif» se rejoignent pour commencer le long trajet qui mène, en passant par Denfert-Rochereau et Montparnasse, à l'esplanade des Invalides.

Sûre de sa force tranquille, de son nombre, de la légitimité de ses revendications, la foule défile en bon ordre; les slogans, les banderoles reflètent bien l'esprit de tout ce monde. La dérision se bagarre avec l'imagination : depuis les premiers «Devaquet, t'es foutu, les sandwiches sont dans la rue» au chant funèbre entonné avec entrain «Laissez passer

l'enterrement de Devaquet» en passant par l'impérissable «Aucu..., aucu..., aucune hésitation» tout laisse penser qu'aucun incident ne pourrait troubler la manifestation. Le S.O. est là au demeurant, poli et calme, allant jusqu'à débarasser soigneusement la chaussée de quelques bouteilles de bière vides : «quelqu'un pourrait se blesser avec ça».

Vers seize heures, c'est l'arrivée place Denfert-Rochereau, et la jonction avec d'autres groupes. Le vieux lion débonnaire en a vu d'autres, et comme par le passé, prête son dos aux curieux et photographes

montée soudain, et les plaisanteries envolées. Un double cordon de CRS et du service d'ordre central étudiant est là pour isoler la manifestation des troupes redoutées du GUD.

Enfin, aux environs de dix-sept heures trente, l'avant-garde de l'immense cortège atteint l'esplanade des Invalides, transformée en une sorte de champ de foire, entre les multiples stands vendeurs de merguez et la sono monstre qui laisse présager qu'une fête se prépare.

Tandis que la nuit commence à tomber sur Paris, les pelouses se couvrent de monde. La délégation étudiante et lycéenne s'en est allée vers l'Assemblée nationale comme prévu. Le S.O. encadre la tête de la manifestation, face au rang de CRS qui protège l'accès au Palais Bourbon.

Et tout à coup, tout à basculé...

Sans que personne encore ne sache très bien ce qu'il en est des résultats de l'entrevue des délégués et des ministres, les premiers projectiles ont volés,



de tous poils. Le cap d'Assas est passé ensuite sans incident notable, bien que la tension soit

REUSSIR, DISAIENT-ILS

Tous les commentaires, toutes les analyses, présentaient l'étudiant cuvée des années 80 comme une sorte de fonctionnaire du diplôme mâtiné de relents de jeune cadre dynamique aux dents longues, préoccupé seulement de sa réussite future. Personne n'avait prédit ce mouvement subit, énorme, qui est venu secouer une France morose.

Déception à l'égard de l'Université certainement, mais aussi de multiples

mécontentements extra-universitaires (bavures policières, politique antiimmigrés, antidrogues ...) se sont accumulés pour qu'enfin le vase déborde avec l'idée de privatisation des universités.

On les croyait égoïstes, et les jeunes 86 ont montré que la solidarité est toujours de mise, l'égalité une valeur sûre.

On les pensait fils de Tapie quand ils se reconnaissent plus aisément comme les enfants de Coluche celui des «restau du cœur».



Tout à coup, tout a basculé. Vers 19h30, sur les quais de la Seine barrés par un double cordon de CRS et canons à eau, la manifestation monstre, bon enfant a commencé à tourner à l'émeute malgré les efforts d'un service d'ordre étudiant remarquablement organisé.

re des ls



et le service d'ordre étudiant se trouve débordé, ne pensant plus qu'à essayer de refouler ses troupes derrière plusieurs chaînes humaines, allant même jusqu'à repousser manu militari quelques excités.

Rien n'est encore bien grave, et les pétards à mèche jouent le rôle de cocktail Molotov. Les chefs du SO tentent de négocier avec les CRS un intervalle plus

grand. Peine perdue. Le canon à eau entre dans la danse, précédant de peu les premières grenades lacrymogènes.

Pendant de longs moments, les reculades éperdues sur quelques dizaines de mètres succéderont aux poussées en avant. Les T-shirts blancs du service d'ordre de la manifestation s'efforceront de se regrouper et de protéger le gros de la troupe, exhortant sans relâche tout le monde à reculer.



Les premiers slogans «durs» fusent: «Pasqua, salaud», «C.R.S. = S.S.». La sonorisation appelle au calme mais est de moins en moins entendue, la manifestation se ressoude, la tension monte. Les pavés, bouts de bois et cannettes de bière volent sous les tirs de lacrymogènes, le satut quo bascule dans l'affrontement.

Un oeil perdu, une main arrachée, plus pas mal de bosses diverses seront le bilan trop lourd du refus obstiné d'un ministre, que d'aucuns traiteront d'irresponsable, d'entendre des centaines de milliers de voix refuser l'inégalité.

Reportage réalisé
par André ROY

Des ambiguïtés explosives

Homme intègre, M. Devaquet a cherché à établir par sa loi de nouveaux équilibres. Au prix d'ambiguïtés explosives.

Devaquet au piquet ! Le slogan n'est pas méchant. Le ministre n'est certes pas un ultra de la droite : obligé de respecter les principes de la plateforme RPR-UDF, en butte aux extrémistes de la majorité, son tort a été de faire une réforme dans la hâte et sans concertation réelle, en essayant de concilier l'inconciliable.

Le projet de loi reflète en effet des ambiguïtés fondamentales. On y trouve tout et le contraire de tout, ce qui permet à MM. Devaquet et Monory de tenir en même temps deux langages incompatibles. Les droits d'inscription ? Il est vrai que le ministre souhaitait qu'ils demeurent modiques. Un amendement de la commission des lois, écartant les dents de la «fourchette», a mis le feu aux poudres. Les diplômes nationaux ? La loi les maintient mais son article 28 prévoit que «chaque diplôme porte le nom de l'établissement dans lequel il a été délivré» : risque de diplômes au rabais, délivrés par des universités de seconde zone, qui contredit le principe de l'égalité de tous les étudiants devant l'enseignement et par conséquent devant les diplômes qui avait pourtant été réaffirmé par le Ministre.

La confusion est accrue par l'article 31 de la loi. Dans son premier alinéa, cet article prévoit que «le premier cycle est ouvert aux titulaires du baccalauréat». Mais le second alinéa indique que «les établissements publics d'enseignement supérieur déterminent les conditions d'accès aux différentes formations ...» et que «en cas de nécessité, le



recteur chancelier propose aux candidats les possibilités d'inscription dans les formations post-secondaires». Commentant cet article devant le Conseil Economique et Social, M. Devaquet déclarait qu'il y avait en effet «officialisation de techniques qui existent actuellement de manière officieuse». Là encore, le principe de l'égalité est à la fois affirmé et contredit.

On comprend que ce double langage ait provoqué l'inquiétude puis la révolte d'une jeunesse qui adhère profondément aux valeurs égalitaires.

Sylvie FERNOY

Racismes/Antiracismes

Relations perverses

Sur le thème brûlant du racisme et de l'antiracisme, André Béjin et Julien Freund ont réuni nombre de contributions (1) qui sont toutes dignes d'intérêt. Faute de pouvoir analyser chacune, nous retiendrons celle de Pierre-André Taguieff qui a l'avantage d'englober l'ensemble du sujet dans une mise en forme aussi rigoureuse que dérangeante.

CINQ THESES

Le premier intérêt du travail de Taguieff est d'établir un modèle théorique du racisme qui permet, malgré les confusions de pensée et les

Dans un texte décisif, Pierre-André Taguieff établit à la fois le modèle formel du racisme et la misère de l'antiracisme.

différente qui interdit toute communication et tout processus d'assimilation. Cette différence ainsi proclamée est d'autant plus absolue que son origine est réputée biologique et inscrite dans une inégalité de

nature.

L'antiracisme classique propose-t-il une réponse cohérente aux cinq assertions majeures de l'idéologie raciste ? Sa dénégation n'exclut en fait ni la relation ni les paradoxes.

D'une part, l'antiracisme méconnaît l'idéologie qu'il dénonce en la présentant comme un rejet de la différence. D'où son désarroi lorsque la Nouvelle Droite récupère le discours différentialiste et le détourne de son sens initial. D'où le caractère ambigu de la défense de l'identité ethnique, qui légitime l'attitude raciste et risque d'aboutir à une analyse raciale de l'ensemble des rapports sociaux.

D'autre part, l'antiracisme classique manque son objectif en dénonçant le racisme comme conséquence de « la crise », comme le résultat d'une conspiration et d'une manipulation jamais clairement élucidées - tandis que les racistes répliquent par une diabolisation symétrique de leurs adversaires.

Enfin, le discours antiraciste contredit son postulat égalitaire puisque le raciste est exclu de la communauté par l'autorité antiraciste qui dénonce sa méchanceté, sa folie, sa bêtise ; puisque l'antiracisme revendique l'égalité et la différence sans prendre garde au caractère paradoxal d'une telle requête.

Si le racisme est un mensonge sur l'homme et une imposture scientifique, il ne suffit pas d'être bien-pensant pour en finir avec lui. Il ne s'agit pas non plus de renvoyer les adversaires dos à dos, en niant la réalité du danger et le caractère illusoire de sa réplique. Etablir la relation perverse qui unit le racisme et l'antiracisme dans leur conflit est la première condition qui permettra d'y échapper.

Sylvie FERNOY

(1) « Racismes et antiracismes », ouvrage collectif, Méridiens Klincksieck, 1986, 327 pages, 139 F franco.

Vinyle

Douce France

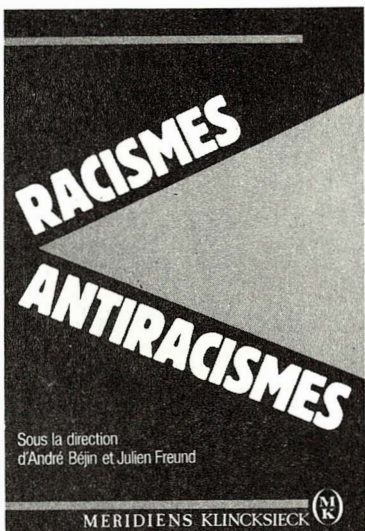
Le 19 novembre, Charles Trénet se rendait à l'Assemblée nationale pour distribuer aux députés de toutes tendances, le dernier 45 tours du groupe de rock beur, «carte de séjour», qui comporte une adaptation de sa chanson «douce France».

S'agissait-il d'une provocation de la part du célèbre chanteur, qui était accompagné pour la circonstance par Jack Lang ? Ou de démagogie, comme l'a affirmé le député RPR, Michel Hannoun ? Ou encore d'une campagne de publicité destinée à promouvoir la dernière production d'Eddy Barclay ? Non, Trénet considère simplement que le projet de loi de réforme du code de la nationalité est une mauvaise chose.

Mais sa démarche n'était pas uniquement politique, elle était aussi d'ordre culturel. Il montrait en agissant de la sorte qu'il accordait son soutien à «carte de séjour», que d'aucuns ne manqueront pas d'accuser d'avoir massacré l'un des fleurons de la chanson française. Lors du grand rassemblement de SOS-Racisme, place de la Concorde en juin 1985, le groupe lyonnais avait esquissé

une improvisation de «douce France». Aujourd'hui, après plus d'un an de travail, c'est devenu un morceau d'une grande qualité musicale. «Carte de séjour» ne s'est pas contenté d'imiter ou de plagier Charles Trénet, mais a tenu à participer, par un mélange de mélodies rock et maghrébines, à l'essor actuel de la chanson française. Si les plus célèbres chanteurs français du moment (comme Higelin) n'hésitent pas à revendiquer l'héritage de Trénet, pourquoi interdire cet héritage aux Beurs ? Parce que leur accent ne fleure pas bon le terroir ? Les paroles de la chanson de Trénet reprise par «carte de séjour», suffisent à elles-seules à montrer leur attachement à la France : «Douce France, cher pays de mon enfance (...) Oui je t'aime et je te donne ce poème dans la joie et la douleur.»

P.L.R.



brouillages délibérés, de repérer les invariants de son discours. Le racisme est une négation de l'universel : l'unité de l'espèce humaine se trouve révoquée par l'apologie de la différence anthropologique et de la diversité culturelle. En même temps, le racisme assigne l'individu dans un type immuable et le voue à n'être que le représentant de celui-ci. Dès lors point de passage possible d'un type à un autre, mais enracinement dans une communauté radicalement

Pour le centenaire d'Henri Massis



Gérard Leclerc

Samedi 15 novembre dernier, en l'église St-Thomas-d'Aquin, Mgr Daniel Pézeril, célébrait une messe anniversaire pour le centenaire de la naissance d'Henri Massis. L'ancien évêque auxiliaire de Paris associait à la mémoire de l'auteur de « Défense de l'Occident », celle de Charles Maurras, mort il y a trente quatre ans, un même 15 novembre. Il était ainsi réservé à celui qui assista Georges Bernanos en ses derniers instants de trouver les mots qui touchèrent profondément l'assistance. Les combattants d'un siècle impitoyable se trouvaient réconciliés dans le giron de l'Eglise et la paix de Dieu. La présence de quelques grands témoins comme le Père Carré et Jean Guilton donnait encore plus de poids à l'événement.

Une occasion comme celle-là nous est précieuse pour apprécier avec le recul du temps le destin d'une famille de pensée qui n'a pas fini de marquer notre temps. Il est, évidemment, présomptueux d'imaginer comment réagirait, aujourd'hui, Henri Massis face aux courants de pensée, aux débats, aux hommes, même si son comportement le plus constant nous permet de l'esquisser. Sans doute, aurait-il apprécié la grande remise en cause qui suivit sa mort, et qui aboutit à mettre fin au règne de Marx sur l'intelligentsia ainsi qu'à la dénonciation du totalitarisme soviétique. La découverte d'Alexandre Soljénitsyne l'aurait peut-être amené à corriger des jugements abrupts et injustes, émis dans « Défense de l'Occident », à propos de la culture russe, unilatéralement condamnée. Gabriel Matzneff lui avait fait part à ce propos de ses doléances, et ne il s'y était pas montré insensible.

Cet homme, que ses adversaires nous ont souvent décrit à l'enseigne de l'étroitesse du jugement, était pétri de générosité profonde. S'il lui arrivait de rompre, ce n'était jamais sans déchirement. Même son grand combat contre Gide n'était pas dépourvu de compassion - celui-ci d'ailleurs le comprit. Mais Claudel justifiait la rigueur de Massis avec son définitif : « *Le mal ne compose pas, il décompose* ». Il est vrai qu'une autre attitude était possible, celle de François Mauriac : « *La mission de Gide est de jeter des torches dans nos abîmes, de collaborer à notre examen de conscience* ». Mais Massis, qui avait reçu beaucoup de confidences, allait droit où le devoir le menait.

Etait-il si étroit, celui qui resta fidèle à des maîtres qui, à d'autres, eussent parus contradictoires ? Jusqu'au bout il sut exprimer sa dette à l'égard d'Alain qui avait été son professeur à Condorcet, à l'égard de Bergson dont il avait suivi avec éblouissement les premiers cours à la Sorbonne, en compagnie de son ami Jacques Maritain et de Charles Péguy. Et quel témoin ! Celui qui fut l'interlocuteur des plus grands, sut toujours les restituer dans l'élan frémissant de leur convictions et de leurs passions.

Ce qui, en cet anniversaire, me touche plus particulièrement c'est la place centrale qu'il occupa dans les grands débats, qui furent le plus souvent de grands affrontements déchirants où l'intelligence française se divisa. Les temps les plus aimables - ceux de sa jeunesse et de la première avant-guerre - ne furent pas exempts du caractère belliqueux qui plus tard atteignit au drame. Mais comment ne pas saluer cette période où Massis se convertissait au christianisme, avec Jacques Maritain et Ernest Psichari sous la paternelle autorité du Père Clérissac et dans le sillage de Péguy et Claudel ? Elle avait un goût de Renaissance. Notre littérature en reste marquée, au point de n'avoir pas retrouvé depuis pareil éclat. Mais la tragédie européenne est nouée, suicidaire, presque sans recours.

La droite royaliste, à laquelle Massis a adhéré, va s'y trouver mêlée de la façon la plus significative et la plus périlleuse pour elle-même et les valeurs qu'elle défend. Pour s'y repérer, rien de

plus trompeur que de se référer aux pièces du puzzle. Le nez collé sur les événements, tout se ramène à des péripéties, à des questions de personnes, à de mutuelles exclusions. Il n'est certes pas indifférent que dans ce détail des jours, Massis ait pris le parti de Maurras contre Maritain, et cela en dépit d'une amitié fraternelle. J'en dirais presque autant de la séparation d'avec Bernanos. Mais lorsqu'on tente de comprendre l'enchaînement de l'ensemble, on est bien obligé de percevoir une sorte de dérive, sous le sceau du fatum qui entraîne cette droite qui n'est pas seulement maurrassienne - elle est aussi traditionaliste et catholique - vers les impasses qui sont aujourd'hui les siennes.

LA DERIVE TRADITIONALISTE

La condamnation romaine qui tombe en 1926 sur l'Action française, il y a donc soixante ans, se produit dans les conditions les plus ubuesques, ce qui aura pour effet de déboussoler durablement le catholicisme français. Celui-ci y trouvera une nouvelle occasion d'attiser ses passions contraires et l'esprit de revanche qui anime tout à tour postérité du Sillon et mouvance d'Action française. Nous vivons encore aujourd'hui les soubressauts de ces « péripéties ». Politiquement, les choses ne se passeront pas mieux, avec la montée des totalitarismes, et surtout la seconde guerre mondiale.

Il y a certes injustice à assimiler le traditionalisme au fascisme. L'un et l'autre procèdent de pensées et de valeurs fondamentalement opposées. Maurras, par sa forte présence au sein de la droite intellectuelle, a probablement évité l'éclosion et le développement d'un fascisme français. Mais il faut bien reconnaître des complicités, d'intensités variables, qui menèrent beaucoup là où ils n'auraient jamais dû se fourvoyer. Bernanos, qui sentait les périls d'instinct, refusa cette dérive. Ce fut au prix de son rejet violent par la droite traditionaliste. Dois-je le dire ? Malgré tout le respect que j'ai pour Massis, j'ai le sentiment qu'il n'a jamais compris l'éloignement de Bernanos, qu'il s'est totalement mépris sur ses sentiments, au point de méconnaître sa prodigieuse lucidité. Pour lui, après la tourmente de la condamnation de l'A.F. et l'adieu à Maurras, Bernanos se serait « *enfoncé de plus en plus dans des confusions inextricables* » !

Si l'on reste campé sur cette position, j'ai peur qu'il n'y ait pour cette famille de pensée, une impasse définitive, qui nous conduira à d'autres drames. Un tel jugement paraîtra bien sévère. Mais l'actualité n'est pas faite pour le démentir. Je le regrette d'autant plus que je sais trop ce que la postérité traditionaliste porte encore de valeurs sociales, familiales, de solidarité morale. Son plus grand ennemi est cette certitude de granit qui, à mon sens se trompe parfois d'objet, au point d'exclure par principe qu'on puisse à un moment ou à un autre s'être gravement trompé. Comme si l'histoire n'était pas une aventure où aucune infailibilité n'est garantie, même à ceux qui se fondent sur les meilleures certitudes ! Tant que cette droite traditionaliste n'admettra pas qu'à certains moments elle a pu se tromper, dans ses jugements et dans ses actes, elle trouvera son châtimement dans son obstination. Et elle enragera d'autant plus que par ailleurs elle continuera à se savoir prodigieuse héritière.

Encore une fois, il serait présomptueux de dire ce que penserait et ferait aujourd'hui Henri Massis ! Du moins, son œuvre nous permet-elle de mesurer à quel point nous manque au sein des familles spirituelles de France, une droite traditionaliste qui aurait surmonté ses erreurs et ses défaillances.

Gérard LECLERC

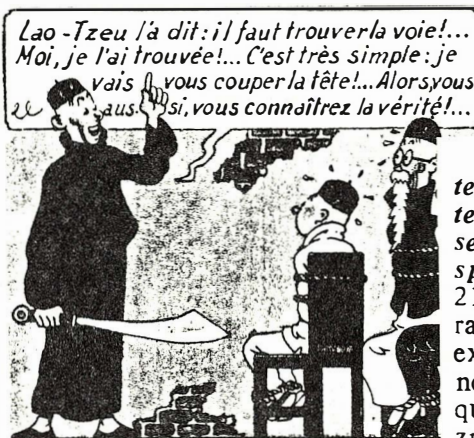
Matzneff

Le sabre de Didi

« Qui suis-je ? Un hérétique, un rebelle, un dissident. Le dissident - de sedere, s'asseoir - est celui qui s'assied à l'écart. C'est ce que, depuis l'enfance, je n'ai jamais cessé de faire » (1). Dans son dernier livre, Gabriel Matzneff se montre parfaitement conforme à la définition qu'il a ainsi donnée de lui-même.

Suite de thèmes à variations en forme de pamphlet où sont égratignés les grands de ce monde et les pseudo-vérités du temps, « Le sabre de Didi » rassemble les meilleures chroniques de Matzneff parues principalement dans « Combat » et « Le Monde » de 1963 à 1986. C'est une joyeuse valse des idoles au nom de l'esprit d'enfance, de ce refus du monde des adultes cher à G. Matzneff. Le titre lui-même, référence à Tintin, au génial Tintin, est tout un programme. Présence aussi joyeuse et intempestive des trois mousquetaires ! « Je n'aime que les combats singuliers (...) mais si notre jeunesse est morte et si, telle la belle duchesse de Longueville, nous troquons les barricades pour les cloîtres, nous ne renions pas l'enthousiasme qui nous animait autrefois. Nous restons fidèles à l'esprit mousquetaire » (p. 113).

La lecture de ces pages nous replonge dans les événements de ces vingt dernières années où la voix discordante de G. Matzneff tantôt résonne de manière prophétique, tantôt fait entendre une autre manière de voir, exempt de tout manichéisme et réfutant les évidences commodes. A propos de la dissidence en Union Soviétique en particulier, G. Matzneff fait figure de précurseur à une époque où l'intelligentsia flirtait avec la



dictature communiste, et où toute déviance par rapport à la vérité officielle vous rangeait inmanquablement aux côtés de la vermine fasciste. Mêmes accents prophétiques sur la question palestinienne.

Au gré de ces pages inspirées par l'actualité, nous retrouvons l'univers de Matzneff, la matière et la trame de ses livres: un scepticisme de bon aloi qui refuse les fausses évidences, les discours moralisateurs et le prêchi-prêcha des bèlements optimistes. Un refus du comportement de troupeau: « Si les gens vont au Parc des Princes, à la messe ou à l'Opéra, ce n'est pas par amour du football, de Dieu ou de la musique, mais par trouille de la solitude (...) Les gens vivent par procuration. Ils se précipitent dans les divertissements que leur offre la société pour n'avoir pas à s'inventer leurs propres fêtes. Civilisation de voyeurs. J'ai horreur de ça. Il n'y a qu'une aventure qui me captive: la mienne » (p. 44).

Autre aspect, ce que d'aucuns

nommeraient le côté sulfureux de Matzneff, est l'écartèlement permanent entre Eros et le sacré, entre Vénus et Jésus. « S'il est écrivain, un homme qui a des préoccupations religieuses, et qui, dans le même

Le sabre de Didi montre-t-il la voie ?

temps, vit ses amours avec intensité, nourrira naturellement ses livres à cette double source spirituelle et charnelle » (p. 212). C'est ce qui doit être rapproché de cette confession extraite d' *Un galop d'enfer* et nous permet de mieux saisir la quête spirituelle de G. Matzneff: « Peut-être devrais-je filtrer mes eaux souterraines, et n'en retenir que l'or; mais je m'en estimerai moins, et je suis certain que mes livres perdraient en force ce qu'ils gagneraient en édification » (p. 76) et « Je fais mes livres aussi avec mes abîmes. Mes chemins de crête n'en sont que plus exaltants » (p. 141). N'oublions pas non plus ce que disait Bernanos, non pour justifier cette ivresse des passions qui nous mène jusqu'au dégoût, mais pour l'éclairer: « Le roman moderne manque de Dieu, mais le diable lui manque aussi » (Crépuscule des Cieux, p. 82).

Notre temps à besoin de vérités fortes, mais aussi d'ironie et de soupçon. Remercions Gabriel Matzneff de nous redonner dans ce recueil le meilleur de ces chroniques que nous attendions naguère et dont nous aurons encore besoin.

Marc HEDELIN

Gabriel Matzneff, « Le sabre de Didi », La Table Ronde, prix franco: 108 F.

(1) « Un Galop d'enfer », p. 56.

Savonnettes

«Power»

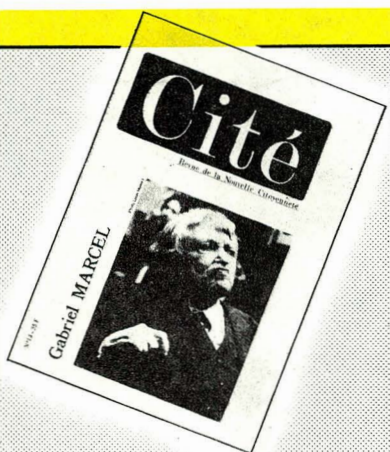
Malgré un scénario un peu compliqué, « Power », le dernier film de Sidney Lumet, est captivant et agréable à regarder. Mais surtout, il présente l'intérêt de soulever un problème grave que son réalisateur ne se propose pas de résoudre - le voudrait-il que dans le contexte politique américain actuel, il échouerait - mais qu'il pose avec honnêteté: celui de la course pour le pouvoir. Ou: comment les publicitaires parviennent à fabriquer un homme politique et à le faire élire à un poste de responsabilité. Qu'il s'agisse d'une crapule ou d'un honnête homme, seul compte pour eux le « challenge » et les moyens qu'ils utiliseront pour parvenir à leurs fins.

Evidemment on ne peut s'empêcher de penser à Ronald Reagan, acteur médiocre devenu président des Etats-Unis. Mais, sommes-nous, en France à l'abri de telles pratiques qui, à terme, peuvent mettre la démocratie en danger ? Chez nous aussi un homme politique se vend comme n'importe quel produit. La monarchie même pourrait se vendre comme une lessive, un exemple récent le prouve.

Dans ces conditions, les électeurs ne votent plus pour des idées mais pour une image; dès lors il suffit pour le candidat de faire illusion et de faire campagne sur des thèmes qui seront abandonnés après l'élection. Peu à peu, le héros du film de Lumet (et le spectateur avec lui) prend conscience de cet état de fait; mais trop tard pour pouvoir faire marche arrière, il ne peut que se contenter de limiter les dégâts. N'est-il pas aujourd'hui trop tard pour réagir ? Telle est en filigrane, la conclusion pessimiste, mais réaliste du film.

Nicolas PALUMBO

POUR LES FÊTES
Service Librairie



actes du colloque GABRIEL MARCEL

- Editorial, par Joël Bouëssée
- Réflexions sur la civilisation, un entretien entre Miklo Veto et Gabriel Marcel
- Sur la voie de Gabriel Marcel aujourd'hui, par Pietro Prini
- L'univers concret selon Gabriel Marcel, par Jeanne Parain-Vial
- Vocabulaire philosophique, par Simone Plourde
- Le mal chez Gabriel Marcel, par René Davignon
- Gabriel Marcel et Nietzsche, témoins de la modernité, par Yves Ledure
- Gabriel Marcel et Gaston Fessard, par Pierre Colin
- Une sagesse qui rend leur mémoire aux hommes, par Jean-Marie Lustiger
- Bibliographie et Biographie

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du n°14 (un an, 4 numéros 125 F)

☐ commande «Cité» n°14 (35 F)

Règlement à l'ordre de
«Royaliste», 17 rue des
Petits-Champs, 75001 Paris-
CCP 18 104 06 N Paris

Agenda

MERCREDIS DE LA
N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 10 décembre - François FURET est l'un des historiens qui a le plus contribué à remettre en cause la vision «marxiste» de la Révolution française. Cela n'a pas été sans polémiques et débats difficiles. Avec son ouvrage «La gauche et la Révolution au milieu du 19^e siècle» qu'il viendra nous présenter il nous donne une approche intéressante qui vient à son heure à la veille du bi-centenaire de la Révolution.

Mercredi 17 décembre - En 1984 paraissait le premier volume (La république) d'une œuvre collective gigantesque intitulée «Les lieux de mémoire». Dirigée par Pierre NORA cette entreprise se veut l'inventaire de tous les lieux où notre mémoire nationale s'est incarnée et qui en sont les symboles les plus éclatants. Aujourd'hui paraissent les trois volumes suivants consacrés à «La Nation». Il ne s'agit pas d'une histoire de France au sens habituel du mot mais d'une exploration de notre héritage collectif. L'évocation de ces symboles parfois à demi effacés éveille en chacun de nous une profonde émotion. Pierre Nora viendra nous présenter cet immense travail.

Souscription

OUF!

Oui, ouf ! Les 30 000 F qu'il nous fallait impérativement pour boucler notre budget 86 sont rassemblés et c'est comme d'habitude à la générosité de nos lecteurs que nous le devons. Merci donc à tous ceux qui ont tenu à nous aider de leur contribution, un grand merci supplémentaire à ceux qui ont joint à leur envoi une lettre ou un simple mot de sympathie. Tous ces témoignages de nos lecteurs sont un encouragement pour nous à poursuivre dans le chemin que nous nous sommes fixé et prouvent, s'il en était besoin que nous sommes dans la bonne voie. Encore une fois : MERCI !

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

J.Gonthier 150 F- J.Banc 200 F- G.Genini 100 F- J.Raffestin 100 F- G.Lingier 220 F- B.Chatron 100 F- J.-M. Chantreault 20 F- J.Houdin 200 F- L. dr Bentzmann 300 F- B.Lenglet 150 F- Jonck 20 F- J.-F. Gueraud 250 F- Mme Verdonc 240 F- M.Lentin 300 F- Mme Naffrechoux 55 F- C.Jubin 220 F- Ch.Mory 100 F- R.Chevereau 150 F- P.Zalio 200 F- A.Kaddour 100 F- Ph. Delaroche 110 F- S.Launay 130 F- Ch.Seuniac 100 F- D.Desmarest 175 F- C.Blanchard 120 F- J.-F.Tritschler 415 F- L.Darmon 210 F- G.Blaise 100 F- J.-C. Iturbe 180 F- Mlle Rutschmann 50 F- D.Quincerot 160 F- Ph.Goutal 20 F- B. Jazeix 300 F- M.Bovani 50 F- O.Sidavier 400 F- J.-M.Gurvil 100 F- H.Berhim 350 F- J. de Montalais 100 F- M.Jullien 120 F- R.Paris 125 F- G.Lasfargue 800 F- Mlle C.Duba 100 F- C.Logut 300 F- Mme Auboyneau 50 F- J.-P.Renault 120 F- J.-P.Lopez 15 F- S.Bouzage 180 F- Ph. Clavel 30 F- A.Bollier 600 F- Mme Neuilh 40 F- S.Texier 129 F- C.Lapouge 300 F- S.Lanzini 212 F- W.Jacquet 400 F- L. Rigault 170 F- C.Flamain 1000 F- O.Djeziri 150 F- M.-M.Maguet 120 F- A.Vignes 300 F- C.Geoffroy 180 F- E.Delastre 100 F- J.Meuret 170 F- C.Khalifa 422 F- V.Messier 250 F- J.-C.Burguiere 110 F- S.Gruau 210 F- Anonyme Vendée 500 F- H.Ducros 190 F- Mme Criton 250 F- L. Perillier 150 F- J.-P.Lassalle 310 F- P. de Montmarin 125 F- G.Poultat 450 F- M. et C.Frison 1000 F- R.Bourdillon 190 F- J.-C.Delmestre 70 F- J.-J.Lansard 110 F- H.Bennaceur 200 F- A.Madeuf 170 F- E.Vignon 55 F- D.Questens 100 F- J.Wolf 1000 F- A.Amosse 350 F- M.Kissin 200 F- J.-P.Godde 500 F- J.-J.Laurens 340 F- F.Fremillon 70 F

Total de cette liste 19 278 F
Total précédent 11 118 F
Total général 30 396 F

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

L'exigence démocratique



La France n'a jamais cessé de s'étonner d'elle-même. On la croit indifférente, fatiguée, ou trop accablée par le malheur pour avoir le désir et la force de se relever. Ce n'est qu'une apparence. Quelques journées suffisent pour que la France s'invente et se redécouvre à la fois, démentant les prophètes du déclin, surprenant jusqu'aux acteurs du sursaut. Aucune théorie ne permet de rendre compte de ces coups d'éclat et de génie. Aucun complot, aucun parti n'a été ni ne sera jamais capable de les préparer, et encore moins de les réussir. A l'encontre des doctrines élitistes, il faut admettre que les Français ont une volonté propre, nourrie de leurs refus et de leurs espérances.

Tel est le cas aujourd'hui. Le mouvement des lycéens et des étudiants était imprévisible et il n'a pas eu besoin d'être longtemps médité et organisé pour devenir un fait majeur de notre vie politique, qui bouleversera nombre de certitudes et de données. Cela ne signifie pas que l'actuelle contestation soit un phénomène dépourvu de causes repérables.

POURQUOI ?

Comme toujours, la révolte a été provoquée par l'attitude d'un pouvoir plein de suffisance et nourri de préjugés idéologiques. Dès le mois de juin, je soulignais que le gouvernement de Jacques Chirac était en retard, d'une décennie au moins, sur son temps. Tout entière accaparée par sa stratégie de reconquête du pouvoir, la droite des années 1981-1986 s'est hâtivement fabriqué une idéologie sans prendre soin de vérifier si elle était compatible avec la société moderne et si elle répondait aux exigences de ses membres. Revenus aux affaires, J. Chirac et ses amis ont répété, avec une symétrie parfaite, les erreurs commises par la gauche. Ils ont estimé que les mythes, les valeurs et les préjugés de leurs partisans et de leurs clientèles étaient partagés ou admis par l'ensemble des Français. Ils se sont persuadés que leur maigre victoire électorale les autorisait à réaliser un

programme idéologique alors qu'on attendait d'eux des résultats rapides en matière d'emploi et de sécurité. Ils ont cru, enfin, que les rapports de force parlementaires reflétaient exactement la réalité politique et sociale du pays. Un dialogue constant aurait pu compenser le défaut de réflexion préalable, dissiper les illusions, effacer peu à peu le décalage entre le gouvernement et le pays. L'explosion de novembre montre que ce dialogue a été formel, intermittent ou inexistant. Plus vite que la gauche, la droite chancelle et ses références idéologiques révèlent leur inconsistance.

Par sa signification, par sa portée, l'événement va bien au-delà du classique débat entre la majorité et l'opposition, et dépasse l'échéance présidentielle. Il n'est pas la conséquence d'un « malentendu », comme J. Chirac voudrait le croire, ni d'une exaspération provoquée par des rumeurs sans fondement sur les droits d'inscription - encore moins le résultat d'une manipulation syndicale et politique, tant il est évident que personne n'est en mesure de jeter des centaines de milliers de jeunes dans la rue. Spontanée et massive, la contestation lycéenne et étudiante (qui bénéficie du soutien d'une majorité de parents et de professeurs) porte en elle un refus, une exigence et un désir qui touchent aux principes et à l'organisation de la société moderne.

REQUETES

Ce refus, c'est celui d'une compétition à outrance, qui est au cœur de l'impitoyable « morale » du libéralisme dont la faconde et le grossier bon sens de M. Monory ne peuvent masquer la violence. Rien ne sert d'objecter aux étudiants que la compétition est loi de la vie et que la sélection est déjà une réalité : ils le savent mieux que personne puisque, de l'école primaire au lycée, du lycée à l'université, leur scolarité est une épuisante course d'obstacles vécue avec une angoisse d'autant plus forte qu'à son terme elle ne garantit pas d'emplois, mais seulement une place plus ou moins

bonne sur une nouvelle ligne de départ, pour les compétitions de la vie professionnelle. Etudiants et lycéens demandent qu'on n'en rajoute pas. Nous ne saurions leur donner tort.

L'exigence, c'est celle de l'égalité. Elle porte bien au-delà de la question des droits d'inscription. Par leurs slogans, dans leur composition, les grandes manifestations de rue expriment une volonté démocratique au sens tocquevillien du terme : l'égalité dans l'enseignement est revendiquée, l'égalité de chacun est vécue sans la moindre affectation, sans la moindre mise en scène, entre Français de longue date et enfants d'immigrés. La réforme du code de la nationalité n'en apparaît que plus ridicule et odieuse : autre décalage entre l'idéologie identitaire et la réalité sociale du pays, dont le gouvernement ferait bien de tenir compte...

Le désir, lui aussi sensible dans les manifestations, est de retrouver un lien, une solidarité, mais sans que la liberté individuelle soit détruite par quelque embrigadement partisan. Il y a là l'expression d'un « individualisme de masse » très caractéristique de la société démocratique moderne (1) que la classe politique, toutes tendances confondues, refuse de reconnaître au risque de surprises désagréables.

Face à ces requêtes fondamentales, dont les paradoxes ne sauraient être éludés (2), les réponses de Jacques Chirac, au soir du 30 novembre, paraissent dérisoires. Ni les reculades tactiques, ni l'esprit tardif de conciliation, ni d'éventuelles rroulardises politiciennes ne sont en mesure d'apaiser l'angoisse et de combler l'attente d'une jeunesse qui exprime à sa manière et dans son domaine l'inquiétude et les aspirations communes. Si le gouvernement ne renonce pas à son idéologie, s'il ne change pas de politique, il sera brutalement défait.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Paul Yonnet, « Jeux, modes et masses » (Gallimard 1986).

(2) Cf. l'article de Jean-Pierre Dupuy, « Cité » n°10.